

[Texte]

beef depresses the price and triggers a payment. And that is right in the clauses and so on. It is a bit ironic.

We resent that a bit. We have tried to draw the government's attention to the problem of the European beef. With tripartite stabilization, if it increases their costs, we might get their attention a little easier.

• 2020

Mr. Foster: Do you have any estimates of what that level of imports will cost the industry this year?

Mr. Gracey: I would like to enlarge a bit on what our president said. He was referring specifically, and you were, to Europe.

This year we are bound now to accept 23.5-something million pounds. That increase will do us damage, but, in addition, the potential total imports this year could reach 215 million pounds, up from the 146.6 million pounds that was agreed to on December 21. The reason for the increase is the fact that Australia is expected to fill, the fact that New Zealand is expected to fill, the fact that we gave 43.4 million pounds of high-quality beef access to the United States. So the potential is there to go to 215, which is massively more than the amount we accepted last year, which amount last year was massively more than the quota level. Last year the quota level was 145.5, and we accepted about 172 or 173 million pounds; this year, potentially 215.

Last year our estimates of the damage were \$50 million or, bringing it back to cattle, about \$5 a hundredweight on cows and somewhere between \$1.50 and \$2 a hundredweight on fat cattle. So, obviously, if the amount this year is going to be greater than last year, we would expect the same type of damage, and in fact greater, because the imports will come in mostly in the last half of the year. We now stand at June 6, and that increased European beef has to come in in the last six-and-a-half months. Plus, Australia has shortfallen and intend to play catch-up ball in the last half of the year, so we could have massive quantities as well from Australia. So the damage is potentially very enormous, greater than last year.

The Acting Chairman (Mr. Belsher): Thank you very much, Mr. Foster.

Mr. Althouse, if you please.

Mr. Althouse: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to spend a little time just jumping around through the presentation and some of the questions that have come up with our study of this bill.

I guess the first thing we should do is try to get some understanding of your terms. You have spoken about no

[Traduction]

marché, il devient nécessaire de verser des prestations. Cela est prévu dans le projet de loi. C'est un peu ironique.

Nous ne sommes pas très heureux de cette histoire. Nous avons essayé d'attirer l'attention du gouvernement sur le problème que pose le boeuf venant d'Europe. Si dans le cadre du programme de stabilisation tripartite les coûts du gouvernement sont accrus, nous aurons peut-être un peu moins de mal à attirer son attention.

M. Foster: Avez-vous une idée de ce que ce niveau d'importation pourrait coûter à l'industrie cette année?

M. Gracey: J'aimerais m'étendre un peu sur les observations de notre président. Il parlait plus particulièrement, tout comme vous d'ailleurs, de l'Europe.

Cette année nous accepterons environ 23,5 millions de livres. Cette augmentation nous nuira mais, pour empirer les choses, le total des importations cette année pourrait atteindre 215 millions de livres alors que l'on avait prévu un total de 146,6 millions de livres le 21 décembre dernier. Cette augmentation s'explique du fait que l'on s'attend à une participation de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, et du fait que nous avons permis aux États-Unis d'importer au Canada 43,4 millions de livres de boeuf de qualité supérieure. Il se pourrait donc fort bien que cette quantité passe à 215 millions de livres, soit beaucoup plus que la quantité que nous avions acceptée l'année dernière, qui dépassait tout de même les quotas établis. L'année dernière, le quota établi était de 145,5 millions de livres et nous en avions accepté entre 172 et 173 millions; cette année, ce chiffre pourrait passer à 215 millions.

D'après nous, l'année dernière, les répercussions de cette politique étaient de 50 millions de dollars ou, si l'on ramène ces chiffres au niveau des bovins, à 5\$ le 100 livres pour les vaches et à entre 1.50\$ et 2\$ le 100 livres pour les bovins engraisés. Il est donc évident que si le montant, cette année, doit être encore plus élevé que l'année dernière, nous connaissons le même type de répercussions, situation qui risque de s'aggraver cette année, car les importations seront acheminées principalement au cours des 6 derniers mois de l'année. Nous sommes aujourd'hui le 6 juin, et cette augmentation des importations de boeuf européen devrait se produire au cours de 6 derniers mois et demi de l'année. De plus, l'Australie accuse un retard et a l'intention de se rattraper pendant les 6 derniers mois de l'année; il se pourrait donc que nous ayons de très importantes quantités de l'Australie également. Les répercussions pourraient donc être très graves, pires que l'année dernière.

Le président suppléant (M. Belsher): Merci beaucoup, monsieur Foster.

Monsieur Althouse, vous avez la parole.

M. Althouse: Merci, monsieur le président.

J'aimerais prendre quelques instants pour parler de votre mémoire et de certaines des questions qui ont été soulevées lors de notre étude du projet de loi.

Je crois que la première chose que nous devrions essayer de faire, c'est de bien comprendre vos propos. Vous avez dit qu'il